



## Derrière la morosité de notre actualité, l'irrésistible envie d'un autre monde !

### Déconfi.e.s...

Nous allons voir : le « jour d'après » serait différent du « jour d'avant ». Le président l'affirmait avec l'arrivée du printemps cruellement gâché par la pandémie de la Covid-19. De « confinement » en « déconfinement » puis en « reconfinement » et « confinement aménagé », les saisons ont passé mais nous n'avons pas vu s'annoncer de changements si ce n'est en pire, sans même considérer les effets de la pandémie.

Des grandes déclarations de principe réduites à des effets oratoires, nous avons été ramenés à la petitesse des actes, qu'ils nous concernent dans notre vie privée, notre vie en société ou notre vie professionnelle, qu'ils touchent à la sauvegarde de notre santé, à celle de nos emplois, à nos garanties de salarié.e.s du privé et de fonctionnaires, à notre protection sociale, aux services publics ou à nos missions d'agent.e.s des Finances.

Au printemps a succédé l'automne qui, comme tout le monde le sait, précède l'hiver. Si des espoirs ont pu germer, ils ont été vite déçus et la leçon de ces neuf derniers mois a un goût plus qu'amer.

Jugeons en du plus général au plus particulier. Il y a un monde entre les déclarations de nos responsables politiques et administratifs derrière caméras de télévision, autre écrans de visio et pupitres et la réalité du terrain – nous serions même tentés de parler d'univers parallèles mais difficile d'imaginer ces responsables totalement ignorants de cette réalité.

### Consterné.e.s...

Pour commencer, n'oublions pas la placardisation depuis 2011 du plan pandémie et au nom du dogme de la rigueur budgétaire la destruction sans renouvellement des stocks de masques qui auraient dû éviter le désastre du printemps. Les injonctions contra-

dictoires, un premier confinement incomplet, un déconfinement « portes ouvertes » pendant les vacances, en septembre une relance de l'activité ignorant l'épée de Damoclès toujours présente qui a abouti à un reconfinement « à géométrie variable ».

**Comment comprendre que le PLFSS (projet de loi de financement de la Sécurité sociale) 2021 prépare encore des suppressions de lits, des fermetures de services et d'établissements hospitaliers, et prévoit près de 900 millions d'euros en moins pour l'hôpital public alors que notre système de santé publique et ses personnels, déjà sous tension avant l'épidémie, est aujourd'hui en souffrance absolue ?**

**Le gouvernement se montre généreux avec les entreprises, surtout celles du CAC 40, à coup d'emprunts garantis et autres mesures, mais il n'oublie pas de nous rappeler que nous devons payer : la dette, le forfait urgence, les retraites... C'est également à coup de nouvelles annulations de cotisations sociales qu'il en soutient d'autres (PME/TPE dont la profusion est née de l'externalisation d'activités des grandes entreprises), annulations de cotisations qui assèchent d'autant toute notre protection sociale privée de sa source essentielle de financement quand l'État s'est exonéré de compenser le déficit des recettes qu'il organise lui-même. Au final E. Macron met à profit cette crise sanitaire pour accélérer tous ses projets de privatisation du système de santé.**

L'emploi public est sacrifié, (encore 2500 suppressions aux Finances), l'emploi privé est suspendu à la corde de pendu du « chômage partiel » rebaptisé « activité partielle » dont les entreprises, et les plus grosses d'abord, profitent avant de détruire les emplois, parfois même en ayant perçu des aides publiques conséquentes... **Les plans sociaux se poursuivent sans forcément de liens avec la crise sanitaire, dans une logique de restructuration capitaliste (IBM, Total, Danone, Bridgestone...).** **Ces plans sociaux aggravent les dégâts humains et privent encore plus nos régimes sociaux de ressources.**

### Déboussolé.e.s...

Contrairement à la communication du gouvernement laissant croire à une sécurisation accrue, ce n'est pas vrai que tout est toujours fait sur les lieux de travail ou dans les écoles. Difficile de croire l'information fournie par les employeurs quand à l'école ou dans telle entreprise ou administration les chiffres ne reflètent pas les cas recensés par les premier.e.s concerné.e.s ou quand les syndicats apprennent par la presse certaine mesure de fermeture. Dans le contexte de lutte contre la propagation du virus, le télétravail est censé être la règle et le plus massif possible déclare encore le Premier ministre ce 26 novembre sans se préoccuper de sa mise en œuvre concrète et de l'accompagnement social qu'elle nécessite.

**L'État lui-même est loin d'être un modèle. Pour ne citer que la DGFIP, il concerne seulement 33% des effectifs... sur au moins une journée...** Les personnes « vulnérables » n'ont aucune garantie absolue face à la Covid faute d'un décret qui ne laisse pas place à une interprétation trop accommodante pour l'employeur.

La promotion des protocoles sanitaires s'avère un réel danger pour la protection des salarié.e.s, quand des recommandations - auxquelles les pouvoirs publics demandent au patronat d'adhérer - succèdent à l'idée d'un droit contraignant. Les mesures affichées depuis les hautes sphères gouvernementales se détricotent et prennent un caractère d'autant plus aléatoire qu'on se rapproche de la vie du commun.

### ... mais pas résigné.e.s...

Le ministre de la Santé lui-même ne peut que constater la dégradation de la santé mentale d'une population cloîtrée sans perspective, mais ce constat n'empêche pas le gouvernement auquel il appartient d'ignorer superbement le « préjudice d'anxiété » qu'il nourrit par la poursuite de sa politique d'avant la Covid « **quoi qu'il en coûte** ».

Celui-ci poursuit son œuvre de destruction massive de nos droits et garanties, de notre bien commun alors que la période nécessiterait de réorienter l'action publique et de renforcer les services publics. Dans les administrations qui dépendent de Bercy, c'est tout le contraire qui se poursuit. « Nouveau Réseau de Proximité », transfert des missions fiscales de la Douane, rupture de la chaîne de commandement métier de la CCRF... : **on déstructure, on démantèle, on affaiblit, on sous-traite, on dénature, on éloigne sous prétexte d'une informatisation qui est loin pourtant de répondre aux besoins.** Même la rhétorique écologique en est oubliée sous prétexte de relancer l'économie. Tout juste un brin de ripolinage. La loi ASAP (accélération et simplification de l'action publique) signe la fin des engagements, contreparties et contrôles au nom de l'intérêt général pour le monde de l'Entreprise, le business du capital. **La loi de transformation de la fonction publique poursuit son accomplissement de destruction des principes qui fondent le service public.** Le projet de ses promoteurs et promotrices, pour les paraphraser : un Nouveau Réseau d'Éloignement du service public !

Lignes Directrices de Gestion et CAP totalement dévitalisées : affectation, rémunération, recours... tout sera aléatoire demain et au loisir de petits potentats locaux... même la santé et la sécurité au travail, finis les CHS CT. L'action sociale acquise au prix du même conflit social historique au Ministère des Finances en 1989 est elle-même condamnée.

Enfin là est le rêve de celles et ceux qui nous gouvernent et nous administrent, celui également d'actionnaires qui espèrent transformer une partie de nos biens communs en sources de profits privés et se débarrasser du reste qui ne doit surtout pas gêner la Libre Entreprise.

Les missions économiques et financières, qui ont fait Bercy, ont été au cœur de la République ; celles et ceux qui les ont fait vivre à travers ce qui fut un important réseau de proximité au service de l'intérêt général et de la population, n'ont pas oublié et doivent avoir toujours conscience qu'elles et ils sont au cœur de cette perspective émancipatrice en vue du retour de jours heureux à plus d'un titre.



« **Travaille, consomme et tais toi...** »  
et « **Tu as le droit de t'entasser dans les transports en commun, sur ton lieu de travail et dans les écoles, pour le reste du temps isole toi et enferme toi chez toi, les drones veillent** ».

Derrière ce qui ressemble à des injonctions contradictoires, imposées sans concertation, sans confiance pour une population qui a pourtant bien conscience dans sa très grande majorité de la nécessité de mesures de protection sanitaire et de bon sens, le gouvernement s'enferme dans son isolement et ses certitudes sans accepter la moindre confrontation des idées. C'était déjà le cas avant la Covid, ça l'est encore plus sous couvert de Covid et de lutte contre la pandémie !

### ... et prêt.e.s à rallumer les braises de l'intérêt général et de leurs revendications !

Pendant que les entreprises du CAC 40 sont tout juste invitées à limiter la distribution de dividendes à leurs actionnaires, les associations caritatives alertent : sur fond d'inégalités en hausse (les actionnaires ont été bien servis par la politique fiscale d'Emmanuel Macron), **la France franchira la barre des 10 millions de pauvres en 2020, soit environ 15% de la population**, effet de la crise financière 2008 auquel vont se cumuler ceux de la crise sanitaire de 2020. Le premier confinement a déjà provoqué le développement des violences conjugales et intrafamiliales, le second révèle une profonde dégradation de la santé psychique de la population.

**Si la crise sanitaire, incontestablement, limite aujourd'hui encore les grandes mobilisations et leur aspect interprofessionnel, les résistances existent bel et bien dans les milieux professionnels, portant revendications sanitaires et sociales d'urgence.**

**La forte mobilisation contre la loi de « sécurité globale » démontre néanmoins que les habitant.e.s de ce pays sont loin d'être prêt.e.s à tout accepter, à brader pour l'avenir leurs libertés fondamentales sous couvert de l'actualité de la crise sanitaire.**

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE !

